

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN – GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE – WALLONISCHE REGION – WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 – 1258

[C – 27349]

**23 MAI 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant règlement du personnel de la Société régionale wallonne du Logement
pour la période du 1er décembre 1991 au 30 novembre 1994**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 35;
Vu la délibération du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement du 19 janvier 1993;
Vu le protocole n° 97 en date du 4 juin 1993 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de Secteur n° XVI;
Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 14 juin 1995;
Vu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, donné le 9 août 1995;
Vu l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, donné le 11 septembre 1995;
Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 1995;
Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Logement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent règlement régit le personnel définitif de la Société régionale wallonne du Logement, ci-après dénommée la Société.

Art. 2. La nomination à chacun des grades que peuvent porter les agents de la Société a lieu aux conditions déterminées en annexe.

Art. 3. § 1^{er}. Le conseil d'administration statue sur la vacance des emplois à conférer et en détermine le mode d'attribution.

Le directeur général informe les agents susceptibles d'être nommés de toute vacance d'emploi à conférer par changement de grade ou par promotion.

La notification est faite par avis au personnel dont un exemplaire est remis par la direction du personnel à chaque agent susceptible d'être nommé. Ces derniers remettent à la direction du personnel un accusé de réception daté et signé.

Un exemplaire de l'avis au personnel est envoyé sous pli recommandé à la poste aux agents qui sont temporairement éloignés du service pour quelque motif que ce soit.

§ 2. Seules sont prises en considération les candidatures adressées au directeur général sous pli recommandé dans un délai de dix jours prenant cours le premier jour qui suit celui de la remise à l'intéressé ou du dépôt à la poste de l'avis au personnel les informant de la vacance d'emploi. Lorsque le dernier jour du délai prévu est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé au premier jour ouvrable qui suit.

§ 3. La lettre de candidature doit être datée, signée et mentionner le nom, les prénoms, le grade du candidat, le service dont il relève et, si l'avis au personnel visé au paragraphe premier le prescrit, contenir un exposé des titres que le candidat fait valoir.

Si plusieurs emplois d'un même rang sont sollicités par le candidat, celui-ci est tenu d'indiquer un ordre de préférence.

§ 4. Les membres du personnel sont admis à solliciter, par pli recommandé adressé au directeur général et dans les mêmes formes que celles reprises au § 3 ci-dessus, par anticipation, tout emploi qui serait déclaré vacant pendant leur absence. La validité d'une telle demande est de soixante jours.

§ 5. Les conditions exigées pour la nomination ou la promotion doivent être remplies dans le chef du candidat à la date de la notification de la vacance d'emploi, sauf si l'avis au personnel fixe une autre date.

Art. 4. § 1^{er}. Un jury vérifie les aptitudes professionnelles requises pour la nomination par changement de grade.

§ 2. Le jury est composé de 3 agents définitifs au moins, désignés par le directeur général.

La présidence en est assurée par le membre de plus élevé en grade.

Le directeur général fixera pour chaque cas la composition de ce jury.

Pour chaque vérification, le président peut faire appel à la collaboration d'un ou plusieurs experts.

§ 3. La vérification des aptitudes professionnelles a lieu individuellement dans l'ordre de l'admissibilité des candidats à une nomination par changement de grade.

Art. 5. Les grades suivants sont soumis aux règles de la carrière plane dans tous les services de la Société :

§ 1^{er}. En application des articles 64 et 65, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat :

- 1° secrétaire d'administration juriste, conseiller juridique adjoint;
- 2° ingénieur, ingénieur principal;
- 3° inspecteur, inspecteur principal;
- 4° inspecteur technique, inspecteur technique principal;
- 5° inspecteur financier, inspecteur financier principal;

§ 2. En application des articles 5, § 1er et 8, § 1er, de l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat :

- 1° informaticien, informaticien-expert;
- 2° programmeur, chef programmeur.

§ 3. En application de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat :

- 1° secrétaire de direction, secrétaire principal de direction;
- 2° commis-dactylographe, commis-dactylographe principal;
- 3° commis-sténodactylographe, commis-sténodactylographe principal.

§ 4. En application de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat, rendu applicable aux agents des organismes d'intérêt public par l'arrêté royal du 15 novembre 1977 :

1° Personnel administratif :

- a) commis, commis principal;
- b) téléphoniste-expéditionnaire, agent principal;
- c) messenger-huissier, messenger-huissier principal.

2° Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :
ouvrier qualifié B, premier ouvrier spécialiste.

Art. 6. Les agents titulaires des grades suivants sont assimilés pour leur carrière au grade qui figure en regard du leur :

- 1° architecte-chef de service : attaché technique-chef de service;
- 2° architecte principal (services d'inspection) : inspecteur technique principal;
- 3° architecte principal (services centraux) : attaché technique principal;
- 4° contrôleur de remembrement : conseiller adjoint;
- 5° architecte (services d'inspection) : inspecteur technique;
- 6° architecte (services centraux) : attaché technique;
- 7° ingénieur industriel (services d'inspection) : inspecteur technique;
- 8° ingénieur industriel (services centraux) : attaché technique;
- 9° inspecteur comptable : inspecteur financier;
- 10° calculateur principal : chef administratif;
- 11° aide-vérificateur : rédacteur;
- 12° chef-opérateur mécanographe de 2e classe : commis-chef;
- 13° opérateur-mécanographe de 1re classe : commis principal;
- 14° premier poinçonneur mécanographe spécialiste : agent en chef.

Art. 7. Les agents prêtent serment entre les mains du directeur général ou, le cas échéant, du directeur général adjoint.

Art. 8. Les supérieurs hiérarchiques suivants sont compétents pour inscrire les faits à la fiche individuelle et pour établir les propositions du signalement :

- 1° les agents de rang 13 au moins, pour les agents de niveau 1;
- 2° les agents de niveau 1 pour les agents de niveau 2 et 3.

Art. 9. La mention défavorable est attribuée aux agents de niveau 4 par le chef de service revêtu d'un grade de niveau 1.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets pour la période du 1^{er} décembre 1991 au 30 novembre 1994.

Art. 11. Le Ministre qui a le logement dans ses attributions et le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe à l'arrêté du Gouvernement du 23 mai 1996 portant règlement du personnel de la Société régionale wallonne du Logement pour la période du 1er décembre 1991 au 30 novembre 1994

A. PERSONNEL ADMINISTRATIF

Rang	Dénomination	Grades y donnant accès par				Conditions particulières
		changement de grade	avancement de grade	accession au niveau supérieur	recrutement	
R.16	Directeur général	-	-	-	-	Article 23 des statuts de la S.R.W.L. (Arrêté ministériel du 14 août 1985)
16/1	Directeur général adjoint	-	-	-	-	Article 23 des statuts de la S.R.W.L. (Arrêté ministériel du 14 août 1985)
15/1	Inspecteur général	-	Grades des rangs 14 et 13	-	-	Pour la première nomination à deux de ces emplois : article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 octobre 1992 fixant le statut du personnel de la S.R.W.L.
R.14	Informaticien-directeur	-	Informaticien expert	-	-	
14/3	Premier conseiller technique	-	Ingénieur en chef-directeur Inspecteur en chef-directeur	-	-	
14/1	Premier conseiller	-	Directeur	-	-	
13/4	Ingénieur en chef-directeur	Directeur	Ingénieur principal	-	-	Pour le changement de grade : être porteur du diplôme d'ingénieur civil
13/3	Informaticien expert	-	Informaticien	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane.
13/3	Inspecteur en chef-directeur	Directeur	Grades des rangs 12 et 11	-	-	
13/2	Directeur	-	Grades des rangs 12 et 11	-	-	Pour la première nomination à un de ces emplois : article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 octobre 1992 fixant le statut du personnel de la S.R.W.L.
12/1	Attaché technique-chef de service	-	Attaché technique principal Inspecteur technique principal	-	-	
12/1	Conseiller adjoint-chef de service	-	Conseiller adjoint Inspecteur principal	-	-	
12/1	Attaché financier-chef de service	-	Inspecteur financier principal Attaché financier principal	-	-	
12/1	Informaticien	Grades du rang 12	Grades des rangs 11 et 10	Oui	Oui	Pour le changement de grade : Être affecté depuis 5 ans au moins à la direction de l'informatique et de la gestion interne et avoir subi avec succès une vérification des aptitudes professionnelles organisée par le S.P.R. Pour l'avancement de grade : Être affecté depuis 5 ans au moins à la direction de l'informatique et de la gestion interne et avoir satisfait à un examen d'avancement de grade. Pour l'accession au niveau supérieur : Concours d'accession réservé aux agents de niveau 2, titulaires du grade de chef programmeur ou d'analyste de programmation.
11/6	Ingénieur principal	-	Ingénieur	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane.

Rang	Dénomination	Grades y donnant accès par				Conditions particulières
		changement de grade	avancement de grade	accession au niveau supérieur	recrutement	
11/3	Inspecteur technique principal	-	Inspecteur technique	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane. <i>A titre de mesure transitoire</i> : option pour la carrière plane possible jusqu'à l'issue du premier train de promotions au rang 11. <i>En cas de choix pour la carrière plane</i> : maintien du grade, avec valorisation des services prestés à l'inspection pour la fixation de l'ancienneté administrative. <i>En cas de choix pour une carrière au sein de l'Administration centrale</i> : changement de grade automatique au grade d'attaché technique, avec valorisation des années passées à l'inspection pour la fixation de l'ancienneté administrative.
11/3	Conseiller juridique adjoint	-	Secrétaire d'administration juriste	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane.
11/3	Attaché technique principal	-	Attaché technique	-	-	
11/3	Inspecteur principal	-	Inspecteur	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane. <i>A titre de mesure transitoire</i> : option pour la carrière plane possible jusqu'à l'issue du premier train de promotions au rang 11. <i>En cas de choix pour la carrière plane</i> : maintien du grade, avec valorisation des services prestés à l'inspection pour la fixation de l'ancienneté administrative. <i>En cas de choix pour une carrière au sein de l'Administration centrale</i> : changement de grade automatique au grade de secrétaire d'administration, avec valorisation des années passées à l'inspection pour la fixation de l'ancienneté administrative.
11/3	Inspecteur financier principal	-	Inspecteur financier	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane. <i>A titre de mesure transitoire</i> : option pour la carrière plane possible jusqu'à l'issue du premier train de promotions au rang 11. <i>En cas de choix pour la carrière plane</i> : maintien du grade, avec valorisation des services prestés à l'inspection pour la fixation de l'ancienneté administrative. <i>En cas de choix pour une carrière au sein de l'Administration centrale</i> : changement de grade automatique au grade d'attaché financier, avec valorisation des années passées à l'inspection pour la fixation de l'ancienneté administrative.
11/3	Conseiller adjoint	-	Secrétaire d'administration	-	-	
11/3	Attaché financier principal	-	Attaché financier	-	-	
10/3	Ingénieur	Secrétaire d'administration	-	-	Oui	Etre porteur du diplôme d'ingénieur civil.
10/1	Attaché financier	Secrétaire d'administration	-	-	Oui	Etre porteur d'un diplôme d'ingénieur commercial ou de licencié en sciences économiques ou en sciences commerciales et financières.
10/1	Inspecteur technique	Attaché technique	-	-	Oui	Etre porteur du diplôme d'architecte ou d'ingénieur industriel. Pour le changement de grade : vérification des aptitudes professionnelles.
10/1	Attaché technique	Secrétaire d'administration	-	-	Oui	Etre porteur du diplôme d'architecte ou d'ingénieur industriel.
10/1	Inspecteur	Secrétaire d'administration	-	Grades du niveau 2	Oui	Pour le changement de grade : vérification des aptitudes professionnelles.
10/1	Secrétaire d'administration juriste	Secrétaire d'administration	-	Grades du niveau 2	Oui	Etre porteur d'un diplôme de docteur ou licencié en droit.

Rang	Dénomination	Grades y donnant accès par				Conditions particulières
		changement de grade	avancement de grade	accession au niveau supérieur	recrutement	
10/1	Secrétaire d'administration	-	-	Grades du niveau 2	Oui	
10/1	Inspecteur financier	Attaché financier	-	-	Oui	Pour le changement de grade, vérification des aptitudes professionnelles. Pour le recrutement : être porteur d'un diplôme d'ingénieur commercial ou de licencié en sciences économiques ou en sciences commerciales et financières.
R.25	Analyste de programmation	-	Chef programmeur	-	-	
25/3	Adjoint technique de 1re classe	-	Contrôleur principal des travaux Dessinateur en chef	-	-	
25/3	Adjoint de secrétariat	-	Chef administratif Premier assistant de direction	-	-	
24/3	Dessinateur en chef	-	Dessinateur principal	-	-	
24/3	Contrôleur principal des travaux	-	Contrôleur des travaux	-	-	
24/3	Chef programmeur	-	Programmeur	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane.
24/1	Premier assistant de direction	Chef administratif	Secrétaire principal de direction	-	-	Pour le changement de grade : vérification des aptitudes professionnelles.
24/1	Chef administratif	-	Sous-chef de bureau Réviseur comptable	-	-	
R.22	Dessinateur principal	-	Dessinateur	-	-	Examen d'avancement de grade.
R.22	Contrôleur des travaux	-	Contrôleur adjoint des travaux	-	-	Examen d'avancement de grade.
R.22	Programmeur	Grades du rang 22	Grades des rangs 21 et 20	-	Oui	Pour le changement de grade : Être affecté depuis 5 ans au moins à la Direction de l'informatique et de la gestion interne et avoir subi avec succès, une vérification des aptitudes professionnelles organisée par le S.P.R. Pour l'avancement de grade : Être affecté depuis 5 ans au moins à la Direction de l'informatique et de la gestion interne et avoir satisfait à un examen d'avancement de grade. Pour le recrutement : Être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur économique ou technique de type court et de plein exercice ou de promotion sociale obtenu dans : - la section informatique, - la section comptabilité (section informatique), - la section programmation, - la section électronique.
R.22	Programmeur de 1re classe	-	Programmeur de 2e classe	-	-	Application des mesures transitoires visées à l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratifs et pécuniaires du personnel informatique des administrations de l'Etat.
22/4	Secrétaire principal de direction	-	Secrétaire de direction	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane aux secrétaires de direction, lauréats d'un examen d'avancement au grade de secrétaire principal de direction (article 9 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat).
22/4	Reviseur comptable	Sous-chef de bureau	Grades des rangs 21 et 20	-	-	Pour la promotion par avancement de grade : examen d'avancement de grade. Pour le changement de grade : vérification des aptitudes professionnelles.

Rang	Dénomination	Grades y donnant accès par				Conditions particulières
		changement de grade	avancement de grade	accession au niveau supérieur	recrutement	
22/4	Sous-chef de bureau	-	Grades des rangs 21 et 20	-	-	Examen d'avancement de grade.
21/2	Secrétaire de direction	-	-	Commis-sténodactylographe chef, Commis-sténodactylographe principal, Commis-dactylographe chef, Commis-dactylographe principal	Oui	Pour le recrutement, être porteur du diplôme prévu à l'article 10, alinéa premier, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 déjà mentionné. Pour l'accession au niveau supérieur, compter au moins 3 ans d'ancienneté de grade dans le niveau 3 (article 10, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 déjà mentionné).
R.20	Programmeur de 2e classe	-	-	-	-	Application des mesures transitoires visées à l'arrêté royal du 12 novembre 1991 relatif aux statuts administratifs et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat.
20/2	Rédacteur comptable	Grades du rang 20	-	Grades du niveau 3	Oui	Pour le changement de grade : vérification des aptitudes professionnelles.
20/2	Contrôleur adjoint des travaux	-	-	Grades du niveau 3	Oui	
20/2	Dessinateur	Grades du rang 20	-	Grades du niveau 3	Oui	Pour le changement de grade : vérification des aptitudes professionnelles.
20/1	Rédacteur	-	-	Grades du niveau 3	Oui	
35/2	Premier adjoint technique	-	Grades du rang 34	-	-	Justifier d'une expérience professionnelle de 4 ans en matière de gestion des rémunérations sur matériel informatique.
35/1	Premier commis-chef	-	Grades du rang 34	-	-	
34/3	Premier surveillant de travaux	-	Surveillant de travaux	-	-	A titre de mesure transitoire.
34/2	Commis-sténodactylographe chef	Commis-dactylographe chef	Commis-sténodactylographe principal	-	-	Pour le changement de grade : vérification des aptitudes professionnelles (article 5 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat).
34/1	Commis-dactylographe chef	-	Commis-dactylographe principal	-	-	
34/1	Commis-chef	-	Commis principal	-	-	
32/4	Surveillant de travaux	-	Surveillant adjoint de travaux	-	-	A titre de mesure transitoire.
32/2	Commis-sténodactylographe principal	-	Commis-sténodactylographe	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane. (Article 7 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat).
32/1	Commis-dactylographe principal	-	Commis-dactylographe	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane. (Article 7 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat).
32/1	Commis principal	-	Commis	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane. (Article 6 de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat).
R.30	Surveillant adjoint de travaux	-	-	-	-	A titre de mesure transitoire.

Rang	Dénomination	Grades y donnant accès par				Conditions particulières
		changement de grade	avancement de grade	accession au niveau supérieur	recrutement	
30/2	Commis-sténo-dactylographe	Commis-dactylographe	-	Grades du niveau 4	Oui	Pour le changement de grade : vérification des aptitudes professionnelles (article 5 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat).
30/1	Commis-dactylographe	-	-	Grades du niveau 4	Oui	
30/1	Commis	-	-	Grades du niveau 4	Oui	
44/1	Agent en chef	-	Agent principal	-	-	
R.43	Agent principal	-	Téléphoniste-expéditionnaire	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane. (Article 6 de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat).
42/3	Téléphoniste-expéditionnaire	-	-	-	Oui	
41/2	Messageur-huissier principal	-	Messageur-huissier	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane. (Article 6 de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat).
40/2	Messageur-huissier	-	-	-	Oui	

B. PERSONNEL DE MAITRISE, GENS DE METIER ET DE SERVICE

Rang	Dénomination	Grades y donnant accès par				Conditions particulières
		changement de grade	avancement de grade	accession au niveau supérieur	recrutement	
44/3	Premier ouvrier spécialiste A	-	Premier ouvrier spécialiste	-	-	
43/5	Premier ouvrier spécialiste	-	Ouvrier qualifié B	-	-	A conférer selon les règles de la carrière plane (Article 6 de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat).
42/3	Ouvrier qualifié B	-	-	-	Oui	Permis de conduire B exigé

Vu pour être annexé à l'arrêté de Gouvernement wallon 23 mai 1996 portant règlement du personnel de la Société régionale wallonne du Logement pour la période du 1^{er} décembre 1991 au 30 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 -- 1258

[C - 27349]

23. MAI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Grundordnung des Personals der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) für den Zeitraum zwischen dem 1. Dezember 1991 und dem 30. November 1994

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement", insbesondere des Artikels 35;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrates der "Société régionale wallonne du Logement" vom 19. Januar 1993;

Aufgrund des Protokolls Nr. 97 vom 4. Juni 1993, in dem die Schlußfolgerungen der innerhalb des Sektorenausschusses Nr. XVI geführten Verhandlungen eingetragen sind;

Aufgrund des am 14. Juni 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. August 1995 abgegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des am 11. September 1995 abgegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört;

Aufgrund des am 21. März 1995 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Öffentlichen Dienstes und des Ministers des Wohnungswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Die vorliegende Grundordnung betrifft das endgültig ernannte Personal der "Société régionale wallonne du Logement", die hierunter "Société" genannt wird.

Art. 2 - Die Ernennungen zu jedem der Dienstgrade, die die Bediensteten der "Société" tragen können, erfolgen unter den in der Anlage bestimmten Bedingungen.

Art. 3 - § 1. Der Verwaltungsrat entscheidet über die zu besetzenden, frei gewordenen Stellen und legt ihre Besetzungsmethode fest.

Der Generaldirektor informiert die Bediensteten, die möglicherweise ernannt werden könnten, über alle frei gewordenen Stellen, die durch Änderung des Grades oder durch Beförderung zu verleihen sind.

Die Mitteilung der freien Stellen erfolgt durch eine Bekanntmachung an das Personal. Die Direktion des Personals übergibt jedem ernennungsfähigen Bediensteten gegen Unterzeichnung einer mit dem Datum versehenen Empfangsbestätigung ein Exemplar dieser Bekanntmachung.

Ein Exemplar der Bekanntmachung an das Personal wird ebenfalls den Bediensteten, die aus irgendwelchem Grund dem Dienst vorübergehend fernbleiben, per Einschreibebrief zugeschickt.

§ 2. Nur die Bewerbungen werden berücksichtigt, die dem Generaldirektor innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach der Übermittlung der Bekanntmachung an das Personal zur Information über die freie(n) Stelle(n) bzw. deren Zustellung per Einschreibebrief zugeschickt werden. Falls der letzte Tag der vorgesehenen Frist ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird die Frist bis zum nächsten Werktag verlängert.

§ 3. Das Bewerbungsschreiben muß datiert und unterzeichnet werden und muß den Namen, die Vornamen, den Dienstgrad des Bewerbers, die Dienststelle, der er untersteht, und wenn die in § 1 erwähnte Bekanntmachung an das Personal es vorschreibt, ein Verzeichnis der Titel, die der Bewerber zur Geltung bringt, angeben.

Wenn der Bewerber sich um mehrere Stellen des gleichen Ranges bewirbt, ist er verpflichtet, eine bevorzugte Rangordnung anzugeben.

§ 4. Die Personalmitglieder sind berechtigt, sich beim Generaldirektor um jede Stelle, die während ihrer Abwesenheit freiwerden könnte, im voraus zu bewerben. Dies geschieht per Einschreibebrief und auf die gleiche Art, wie es in § 3 vorgesehen ist. Ein solcher Antrag bleibt sechzig Tage gültig.

§ 5. Die für die Ernennung bzw. Beförderung erforderlichen Bedingungen müssen vom Bewerber am Datum der Mitteilung der frei gewordenen Stelle erfüllt werden, außer wenn in der Bekanntmachung an das Personal ein anderes Datum bestimmt wird.

Art. 4 - § 1. Ein Prüfungsausschuß überprüft die für die Ernennung durch Änderung des Grades erforderlichen Berufsfähigkeiten.

§ 2. Der Prüfungsausschuß besteht mindestens aus drei endgültig ernannten Bediensteten, die vom Generaldirektor bezeichnet werden.

Das im Grad älteste Mitglied führt den Vorsitz.

Der Generaldirektor legt für jeden Fall die Zusammensetzung dieses Prüfungsausschusses fest.

Für jede Überprüfung ist der Vorsitzende berechtigt, die Mitarbeit eines bzw. mehrerer Sachverständigen zu ersuchen.

§ 3. Die Überprüfung der Berufsfähigkeiten erfolgt einzeln und in der durch die Zulässigkeit der Bewerber zu einer Ernennung durch Abänderung des Grades gegebenen Rangordnung.

Art. 5 - Die folgenden Grade unterstehen den Regeln der ebenen Laufbahn in den gesamten Dienststellen der "Société".

§ 1. In Anwendung der Artikel 64 und 65; § 1, des Königlichen Erlasses vom 7. August 1939 zur Regelung der Beurteilung und der Laufbahn der Staatsbediensteten:

1° Jurist-Verwaltungssekretär, beigeordneter Rechtsberater;

2° Ingenieur, Hauptingenieur;

- 3° Inspektor, Hauptinspektor;
 4° Technischer Inspektor, technischer Hauptinspektor;
 5° Finanztechnischer Inspektor, finanztechnischer Hauptinspektor.
- § 2. In Anwendung der Artikel 5, § 1 und 8, § 1 des Königlichen Erlasses vom 12. November 1991 über das Verwaltungs- und Besoldungsstatut des EDV-Personals der Staatsverwaltungen:
- 1° Informatiker, Informatiker-Sachverständiger;
 2° Programmierer, Chefprogrammierer.
- § 3. In Anwendung des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die dienstliche Einstufung und die Laufbahn gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen:
- 1° Direktionssekretär, Hauptdirektionssekretär;
 2° Kommis-Daktylograph, Hauptkommis-Daktylograph;
 3° Kommis-Stenotypist, Hauptkommis-Stenotypist.
- § 4. In Anwendung des Königlichen Erlasses vom 11. Februar 1977 zur Festlegung der besonderen Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen zugunsten gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen, der durch den Königlichen Erlaß vom 15. November 1977 Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen öffentlichen Interesses findet:
- 1° Verwaltungspersonal
 a) Kommis, Hauptkommis;
 b) Telefonist-Versandbediensteter, Hauptbediensteter;
 c) Bote-Amtsdiener, Hauptbote-Amtsdiener.
 2° Meister-, Fach- und Dienstpersonal
 Qualifizierter Arbeiter B, erster Facharbeiter.

Art. 6 - Die Bediensteten, die Inhaber der folgenden Grade sind, werden für ihre Laufbahn dem Grad, der neben ihrem steht, gleichgestellt:

- 1° dienstleitender Architekt: dienstleitender technischer Attaché;
 2° Hauptarchitekt (Inspektionsdienststellen): technischer Hauptinspektor;
 3° Hauptarchitekt (Zentraldienststellen): technischer Hauptattaché;
 4° Kontrolleur der Flurbereinigung; beigeordneter Berater;
 5° Architekt (Inspektionsdienststellen): technischer Inspektor;
 6° Architekt (Zentraldienststellen): technischer Attaché;
 7° Industrieingenieur (Inspektionsdienststellen): technischer Inspektor;
 8° Industrieingenieur (Zentraldienststellen): technischer Attaché;
 9° Inspektor der Rechnungsprüfung; finanztechnischer Inspektor;
 10° Hauptkalkulator: Verwaltungsleiter;
 11° Überprüfergehilfe: Sachbearbeiter;
 12° Chefoperator-Datenverarbeitungskraft 2. Klasse: Chefkommis;
 13° Operator-Datenverarbeitungskraft 1. Klasse: Hauptkommis;
 14° Erster Fachlocher-Datenverarbeitungskraft: Chefbediensteter.

Art. 7 - Die Bediensteten legen den Eid vor dem Generaldirektor oder gegebenenfalls vor dem beigeordneten Generaldirektor ab.

Art. 8 - Die folgenden Vorgesetzten sind zuständig, um die einschlägigen Angaben in den Personalbögen einzutragen und die Beurteilungsvorschläge zu machen:

- 1° die Bediensteten von mindestens der Rangklasse 13 für die Bediensteten der Stufe 1;
 2° die Bediensteten der Stufe 1 für die Bediensteten der Stufen 2 und 3.

Art. 9 - Den Bediensteten der Stufe 4 wird die negative Bewertung durch den Dienstleiter, der einen Grad der Stufe 1 hat, gewährt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlaß tritt für den Zeitraum zwischen dem 1. Dezember 1991 und dem 30. November 1994 in Kraft.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Mai 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
 B. ANSELME

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
 W. TAMINIAUX

Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 1996 über die Grundordnung des Personals der "Société régionale wallonne du Logement" für den Zeitraum zwischen dem 1. Dezember 1991 und dem 30. November 1994

A. VERWALTUNGSPERSONAL

Rang	Bezeichnung des Dienstgrades	Grade, die den Zugang zu diesem Dienstgrad Eröffnen				Besondere Bedingungen
		durch Änderung des Grades	durch Beförderung	durch Aufstieg in die höhere	durch Anwerbung	
R.16	Generaldirektor	-	-	-	-	Artikel 23 der Satzungen der "S.R.W.L." (Ministerialerlaß vom 14. August 1985)
16/1	Beigeordneter Generaldirektor	-	-	-	-	Artikel 23 der Satzungen der "S.R.W.L." (Ministerialerlaß vom 14. August 1985)
15/1	Generalinspektor	-	Dienstgrade der Ränge 14 und 13	-	-	Für die erste Ernennung zu einer dieser Stellen: Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Oktober 1992 zur Festlegung des Statuts des Personals der "S.R.W.L."
R.14	Informatiker-Direktor	-	Informatiker-Sachverständiger	-	-	
14/3	Erster technischer Berater	-	Chefingenieur-Direktor Chefinspektor-Direktor	-	-	
14/1	Erster Berater	-	Direktor	-	-	
13/4	Chefingenieur-Direktor	Direktor	Hauptingenieur	-	-	Für die Änderung des Grades: Inhaber des Diploms eines Zivilingenieurs sein
13/3	Informatiker-Sachverständiger	-	Informatiker	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen
13/3	Chefinspektor-Direktor	Direktor	Dienstgrade der Ränge 12 und 11	-	-	
13/2	Direktor	-	Dienstgrade der Ränge 12 und 11	-	-	Für die erste Ernennung zu einer dieser Stellen: Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Oktober 1992 zur Festlegung des Statuts des Personals der "S.R.W.L."
12/1	Dienstleitender technischer Attaché	-	Technischer Hauptattaché Technischer Hauptinspektor	-	-	
12/1	Dienstleitender beigeordneter Berater	-	Beigeordneter Berater Hauptinspektor	-	-	
12/1	Dienstleitender finanztechnischer Attaché	-	Finanztechnischer Hauptinspektor Finanztechnischer Hauptattaché	-	-	
12/1	Informatiker	Dienstgrade des Rangs 12	Dienstgrade der Ränge 11 und 10	Ja	Ja	Für die Änderung des Grades: Seit mindestens 5 Jahren der Direktion der Informatik und der Inneren Verwaltung angehören und die vom Ständigen Anwerbungssekretariat organisierte Überprüfung der Berufsfähigkeiten bestanden zu haben Für die Gradbeförderung: Seit mindestens 5 Jahren der Direktion der Informatik und der Inneren Verwaltung angehören und die vom Ständigen Anwerbungssekretariat organisierte Prüfung zur Gradbeförderung bestanden haben. Für den Aufstieg in die höhere Stufe: Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die höhere Stufe, die nur für die Bediensteten der Stufe 2 bestimmt ist, die Inhaber des Grades von Chefprogrammierer oder Programmierungsanalytiker sind.
11/6	Hauptingenieur	-	Ingenieur	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen.

Rang	Bezeichnung des Dienstgrades	Grade, die den Zugang zu diesem Dienstgrad Eröffnen				Besondere Bedingungen
		durch Änderung des Grades	durch Beförderung	durch Aufstieg in die höhere	durch Anwerbung	
11/3	Technischer Hauptinspektor	-	Technischer Inspektor	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. <i>Übergangsweise:</i> mögliche Wahl der ebenen Laufbahn bis zum Ende der ersten Reihe von Beförderungen in den Rang 11. <i>Im Falle der Wahl der ebenen Laufbahn:</i> Erhaltung des Grades mit Verwertung der bei der Inspektion geleisteten Dienste für die Festlegung des administrativen Dienstalters. <i>Im Falle der Wahl einer Laufbahn innerhalb der zentralen Verwaltung:</i> automatische Umwandlung in den Grad eines technischen Attachés mit Verwertung der bei der Inspektion verbrachten Jahre für die Festlegung des administrativen Dienstalters.
11/3	Beigeordneter Rechtsberater	-	Jurist-Verwaltungssekretär	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen.
11/3	Technischer Hauptattaché	-	Technischer Attaché	-	-	
11/3	Hauptinspektor	-	Inspektor	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. <i>Übergangsweise:</i> mögliche Wahl der ebenen Laufbahn bis zum Ende der ersten Reihe von Beförderungen in den Rang 11. <i>Im Falle der Wahl der ebenen Laufbahn:</i> Erhaltung des Grades mit Verwertung der bei der Inspektion geleisteten Dienste für die Festlegung des administrativen Dienstalters. <i>Im Falle der Wahl einer Laufbahn innerhalb der zentralen Verwaltung:</i> automatische Umwandlung in den Grad eines Verwaltungssekretärs mit Verwertung der bei der Inspektion verbrachten Jahre für die Festlegung des administrativen Dienstalters.
11/3	Finanztechnischer Hauptinspektor	-	Finanztechnischer Inspektor	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. <i>Übergangsweise:</i> mögliche Wahl der ebenen Laufbahn bis zum Ende der ersten Reihe von Beförderungen in den Rang 11. <i>Im Falle der Wahl der ebenen Laufbahn:</i> Erhaltung des Grades mit Verwertung der bei der Inspektion geleisteten Dienste für die Festlegung des administrativen Dienstalters. <i>Im Falle der Wahl einer Laufbahn innerhalb der zentralen Verwaltung:</i> automatische Umwandlung in den Grad eines finanztechnischen Attachés mit Verwertung der bei der Inspektion verbrachten Jahre für die Festlegung des administrativen Dienstalters.
11/3	Beigeordneter Berater	-	Verwaltungssekretär	-	-	
11/3	Finanztechnischer Hauptattaché	-	Finanztechnischer Attaché	-	-	
10/3	Ingenieur	Verwaltungssekretär	-	-	ja	Inhaber des Diploms eines Zivilingenieurs sein.
10/1	Finanztechnischer Attaché	Verwaltungssekretär	-	-	ja	Inhaber des Diploms eines Handel Ingenieurs oder eines Lizenziaten der Wirtschaftswissenschaft oder der Handels- und Finanzwissenschaft sein.
10/1	Technischer Inspektor	Technischer Attaché	-	-	ja	Inhaber des Diploms eines Architekten oder eines Industrieingenieurs sein. Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten
10/1	Technischer Attaché	Verwaltungssekretär	-	-	ja	Inhaber des Diploms eines Architekten oder eines Industrieingenieurs sein.
10/1	Inspektor	Verwaltungssekretär	-	Dienstgrade Stufe 2 der	ja	Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten.
10/1	Jurist-Verwaltungssekretär	Verwaltungssekretär	-	Dienstgrade Stufe 2 der	ja	Inhaber des Diploms eines Doktors oder eines Lizenziaten der Rechte sein.

Rang	Bezeichnung des Dienstgrades	Grade, die den Zugang zu diesem Dienstgrad Eröffnen				Besondere Bedingungen
		durch Änderung des Grades	durch Beförderung	durch Aufstieg in die höhere	durch Anwerbung	
10/1	Verwaltungssekretär	-	-	Dienstgrade der Stufe 2	Ja	
10/1	Finanztechnischer Inspektor	Finanztechnischer Attaché	-	-	Ja	Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten. Für die Anwerbung: Inhaber des Diploms eines Handelsingenieurs oder eines Lizenzialen der Wirtschaftswissenschaft oder der Handels- und Finanzwissenschaft sein.
R.25	Programmierungsanalytiker	-	Chefprogrammierer	-	-	
25/3	Technischer Beigeordneter 1. Klasse	-	Hauptkontrolleur der Arbeiten Chefzeichner	-	-	
25/3	Sekretariatsbeigeordneter	-	Verwaltungsleiter Erster Direktionsassistent	-	-	
24/3	Chefzeichner	-	Hauptzeichner	-	-	
24/3	Hauptkontrolleur der Arbeiten	-	Kontrolleur der Arbeiten	-	-	
24/3	Chefprogrammierer	-	Programmierer	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen.
24/1	Erster Direktionsassistent	Verwaltungsleiter	Hauptdirektionssekretär	-	-	Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten.
24/1	Verwaltungsleiter	-	Bürountervorsteher Buchhalter- Revisor	-	-	
R.22	Hauptzeichner	-	Zeichner	-	-	Beförderungsprüfung.
R.22	Kontrolleur der Arbeiten	-	Beigeordneter Kontrolleur der Arbeiten	-	-	Beförderungsprüfung.
R.22	Programmierer	Dienstgrade des Ranges 22	Dienstgrade der Ränge 21 und 20	-	Ja	Für die Änderung des Grades: Seit mindestens 5 Jahren der Direktion der Informatik und der Inneren Verwaltung angehören und die vom Ständigen Anwerbungssekretariat organisierte Überprüfung der Berufsfähigkeiten bestanden haben. Für die Gradbeförderung: Seit mindestens 5 Jahren der Direktion der Informatik und der Inneren Verwaltung angehören und die vom Ständigen Anwerbungssekretariat organisierte Prüfung zwecks der Gradbeförderung bestanden haben. Für die Anwerbung: Inhaber eines Diploms des höheren Vollzeitunterrichts kurzen Studiengangs oder des Sozialförderungsunterrichts in den Bereichen Wirtschaft oder Technik sein, in einer der folgenden Abteilungen: - Informatik - Buchhaltung (Informatik) - Programmierung - Elektronik.
R.22	Programmierer 1. Klasse	-	Programmierer 2. Klasse	-	-	Anwendung der Übergangsmaßnahmen, die im Königlichen Erlaß vom 12. November 1991 über das Verwaltungs- und das Besoldungsstatut des EDV-Personals der Staatsverwaltungen erwähnt sind.
22/4	Hauptdirektionssekretär	-	Direktionssekretär	-	-	Den Direktionssekretären, die eine Prüfung zur Beförderung zum Grad eines Hauptdirektionssekretärs bestanden haben, nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen (Artikel 9 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die dienstliche Einstufung und die Laufbahn gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen).
22/4	Buchhalter-Revisor	Bürountervorsteher	Dienstgrade der Ränge 21 und 20	-	-	Für die Beförderung durch Gradanstieg: Prüfung zur Gradbeförderung Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten.

Rang	Bezeichnung des Dienstgrades	Grade, die den Zugang zu diesem Dienstgrad Eröffnen				Besondere Bedingungen
		durch Änderung des Grades	durch Beförderung	durch Aufstieg in die höhere	durch Anwerbung	
22/4	Bürountervorsteher	-	Dienstgrade der Ränge 21 und 20	-	-	Prüfung zur Gradbeförderung
21/2	Direktionssekretär	-	-	Chefkommiss-Stenotypist, Hauptkommiss-Stenotypist, Chefkommiss-Daktylograph, Hauptkommiss-Daktylograph	Ja	Für die Anwerbung: Inhaber des in Artikel 10, Absatz 1 des bereits erwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 vorgesehenen Diploms sein. Für den Aufstieg in die höhere Stufe: mindestens drei Jahre Dienstalter im Grad in der Stufe 3 haben (Artikel 10, Absatz 2, des bereits erwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964).
R.20	Programmierer 2. Klasse	-	-	-	-	Anwendung der Übergangsmaßnahmen, die im Königlichen Erlaß vom 12. November 1991 über das Verwaltungs- und das Besoldungsstatut des EDV-Personals der Staatsverwaltungen erwähnt sind.
20/2	Sachbearbeiter-Rechnungsprüfer	Dienstgrade des Ranges 20	-	Dienstgrade der Stufe 3	Ja	Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten
20/2	Beigeordneter Kontrolleur der Arbeiten	-	-	Dienstgrade der Stufe 3	Ja	
20/2	Zeichner	Dienstgrade des Ranges 20	-	Dienstgrade der Stufe 3	Ja	Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten.
20/1	Sachbearbeiter	-	-	Dienstgrade der Stufe 3	Ja	
35/2	Erster technischer Beigeordneter	-	Dienstgrade des Ranges 34	-	-	Eine Berufserfahrung von 4 Jahren in Sachen Computer-gestützte Besoldungsverwaltung haben
35/1	Erster Chefkommiss	-	Dienstgrade des Ranges 34	-	-	
34/3	Erster Bauaufseher	-	Baufaufseher	-	-	Übergangsweise.
34/2	Chefkommiss-Stenotypist	Chefkommiss-Daktylograph	Hauptkommiss-Stenotypist	-	-	Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten (Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die dienstliche Einstufung und die Laufbahn gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen).
34/1	Chefkommiss-Daktylograph	-	Hauptkommiss-Daktylograph	-	-	
34/1	Chefkommiss	-	Hauptkommiss	-	-	
32/4	Baufaufseher	-	Beigeordneter Bauaufseher	-	-	Übergangsweise.
32/2	Hauptkommiss-Stenotypist	-	Kommis-Stenotypist	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. (Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die dienstliche Einstufung und die Laufbahn gewisser bediensteter Staatsverwaltungen).
32/1	Hauptkommiss-Daktylograph	-	Kommis-Daktylograph	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. (Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die dienstliche Einstufung und die Laufbahn gewisser bediensteter Staatsverwaltungen).
32/1	Hauptkommiss	-	Kommis	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. (Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 11. Februar 1977 zur Festlegung der besonderen Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen zugunsten gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen).
R.30	Beigeordneter Bauaufseher	-	-	-	-	Übergangsweise.

Rang	Bezeichnung des Dienstgrades	Grade, die den Zugang zu diesem Dienstgrad Eröffnen				Besondere Bedingungen
		durch Änderung des Grades	durch Beförderung	durch Aufstieg in die höhere	durch Anwerbung	
30/2	Kommis-Stenotypist	Kommis-Daktylograph	-	Dienstgrade der Stufe 4	Ja	Für die Änderung des Grades: Überprüfung der Berufsfähigkeiten (Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die dienstliche Einstufung und die Laufbahn gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen).
30/1	Kommis-Daktylograph	-	-	Dienstgrade der Stufe 4	Ja	
30/1	Kommis	-	-	Dienstgrade der Stufe 4	Ja	
44/1	Chefbediensteter	-	Hauptbediensteter	-	-	
R.43	Hauptbediensteter	-	Telefonist-Versandbediensteter	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. (Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 11 Februar 1977 zur Festlegung der besonderen Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen zugunsten gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen).
42/3	Telefonist-Versandbediensteter	-	-	-	Ja	
41/2	Hauptbote-Amtsdiener	-	Bote-Amtsdiener	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. (Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 11 Februar 1977 zur Festlegung der besonderen Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen zugunsten gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen).
40/2	Bote-Amtsdiener	-	-	-	Ja	

B. MEISTER-, FACH- UND DIENSTPERSONAL

Rang	Bezeichnung des Dienstgrades	Grade, die den Zugang zu diesem Dienstgrad Eröffnen				Besondere Bedingungen
		durch Änderung des Grades	durch Beförderung	durch Aufstieg in die höhere	durch Anwerbung	
44/3	Erster Facharbeiter A	-	Erster Facharbeiter	-	-	
43/5	Erster Facharbeiter	-	Qualifizierter Arbeiter B	-	-	Nach den Regeln der ebenen Laufbahn zu verleihen. (Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 11 Februar 1977 zur Festlegung der besonderen Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen zugunsten gewisser Bediensteter der Staatsverwaltungen)
42/3	Qualifizierter Arbeiter B	-	-	-	Ja	Führerschein B erforderlich.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 1996 über die Grundordnung des Personals der "Société régionale wallonne du Logement" für den Zeitraum zwischen dem 1. Dezember 1991 und dem 30. November 1994 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 - 1258

[C - 27349]

23 MEI 1996. — Besluit van de Waalse Regering houdende het reglement van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) voor de periode van 1 december 1991 tot 30 november 1994

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de Waalse regionale Maatschappij voor de Huisvesting, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van de "Société régionale wallonne du Logement" van 19 januari 1993;

Gelet op het protocol nr. 97 van 4 juni 1993 waarin de besluiten van de onderhandelingen van het sectorcomité nr. XVI opgenomen zijn;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 14 juni 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 augustus 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 11 september 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 maart 1995;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Dit reglement is toepasselijk op het vast personeel van de "Société régionale wallonne du Logement", hiernavolgend "de Maatschappij" genoemd.

Art. 2. De benoeming tot iedere graad die de personeelsleden van de Maatschappij kunnen dragen geschiedt onder de in bijlage bepaalde voorwaarden.

Art. 3. § 1. De raad van bestuur neemt een beslissing over de vacature van de te begeven betrekkingen en bepaalt de toekenningwijze ervan.

De directeur-generaal licht de personeelsleden in, die in aanmerking kunnen komen voor elke openstaande betrekking te begeven door verandering van graad of door bevordering.

De bekendmaking gebeurt door een bericht aan het personeel, waarvan een exemplaar door de directie van het personeel wordt overhandigd aan ieder personeelslid dat in aanmerking komt voor een benoeming. Zij doen een gedateerd en ondertekend ontvangstbewijs aan de directie van het personeel toekomen.

Een exemplaar van het bericht aan het personeel wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd aan de personeelsleden die voor welke reden dan ook tijdelijk van hun dienst afwezig zijn.

§ 2. Er wordt enkel rekening gehouden met de kandidaturen die aan de directeur-generaal verstuurd zijn als aangestekend schrijven binnen een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag na de dag van de overhandiging aan de belanghebbende of van neerlegging bij de post van het bericht aan het personeel waarbij zij over de openstaande betrekking ingelicht worden. Wanneer de laatste dag van de voorziene termijn een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is wordt de termijn verlengd tot de eerste navolgende werkdag.

§ 3. De kandidatuurbrief moet gedateerd en ondertekend zijn en vermelding maken van de naam, voornamen, graad van de kandidaat, dienst waaronder hij ressorteert en, indien voorgeschreven door het in het eerste paragraaf bedoelde bericht aan het personeel, de lijst bevatten van de titels die de kandidaat doet gelden.

Indien de kandidaat solliciteert voor meerdere betrekkingen in een zelfde rang moet hij een voorrangsorte opgeven.

§ 4. Het is de personeelsleden toegestaan op voorhand te solliciteren voor elke betrekking die open zou worden verklaard tijdens hun afwezigheid bij een ter post aangetekende brief gericht aan de directeur-generaal en onder dezelfde voorwaarden als vermeld in voorafgaand paragraaf drie. De geldigheidsduur van dergelijke aanvraag bedraagt zestig dagen.

§ 5. Wat de kandidaat betreft moeten de vereiste voorwaarden voor de benoeming of bevordering vervuld zijn op de datum van de berichtgeving van de openstaande betrekking, behalve indien het bericht aan het personeel een andere datum vaststelt.

Art. 4. § 1. Een jury controleert de voor de benoeming bij verandering van graad vereiste beroepsgeschiktheid.

De jury bestaat uit ten minste drie vaste personeelsleden die door de directeur-generaal aangesteld worden.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door het lid dat de hoogste graad bekleedt.

De directeur-generaal bepaalt voor ieder geval de samenstelling van deze jury.

Voor elke controle kan de voorzitter beroep doen op de medewerking van een of meerdere deskundigen.

§ 3. De controle van de beroepsgeschiktheid gebeurt afzonderlijk in de volgorde van de rangschikking van de kandidaten voor een benoeming bij verandering van graad.

Art. 5. Volgende graden zijn onderworpen aan de beginselen van de vlakke loopbaan in alle diensten van de Maatschappij.

§ 1. Overeenkomstig artikelen 64 en 65, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 tot regeling van de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel :

1° bestuurssecretaris-jurist, adjunct-rechtskundig adviseur;

2° ingenieur, e.a. ingenieur

- 3° inspecteur, e.a. inspecteur;
- 4° technisch inspecteur, e.a. technisch inspecteur;
- 5° inspecteur-financier, e.a. inspecteur-financier.

§ 2. Overeenkomstig artikelen 5, § 1, en 8, § 1, van het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Rijksbesturen :

- 1° informaticus, informaticus-deskundige;
- 2° programmeur, hoofdprogrammeur.

§ 3. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen :

- 1° directiesecretaris, e.a. directiesecretaris;
- 2° klerk-typist, e.a. klerk-typist;
- 3° klerk-stenotypist, e.a. klerk-stenotypist.

§ 4. Overeenkomstig het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de Rijksbesturen dat bij koninklijk besluit van 15 november 1977 toepasselijk werd gemaakt op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut :

1° Administratief personeel :

- a) klerk, eerste klerk;
- b) telefonist-expéditeur, hoofdbeampte;
- c) bode-kamerbewaarder, hoofdbode-kamerbewaarder.

2° Meester-, vak- en dienstpenseel :
geschoold werkman B, eerste vakman.

Art. 6. Voor hun loopbaan worden de personeelsleden die houder zijn van volgende graden gelijkgesteld met de graad die er tegenover staat :

- 1° architect-hoofd van dienst : technisch attaché-hoofd van dienst;
- 2° e.a. architect (inspectiediensten) : e.a. technisch inspecteur;
- 3° e.a. architect (centrale diensten) : e.a. technisch attaché;
- 4° controleur der ruilverkavelingen : adjunct-adviseur;
- 5° architect (inspectiediensten) : technisch inspecteur;
- 6° architect (centrale diensten) : technisch attaché;
- 7° industrieel ingenieur (inspectiediensten) : technisch inspecteur;
- 7° industrieel ingenieur (centrale diensten) : technisch attaché;
- 8° inspecteur boekhouding : inspecteur-financier;
- 10° e.a. rekenaar : bestuurschef;
- 11° hulpverificateur : opsteller;
- 12° hoofdoperateur-mechanograaf 2de klasse : hoofdklerk;
- 13° operateur-mechanograaf 1ste klasse : eerste klerk;
- 14° eerste vakman ponser-mechanograaf : hoofdbeampte.

Art. 7. De personeelsleden leggen de eed af voor de directeur-generaal of, in voorkomend geval, voor de adjunct-directeur-generaal.

Art. 8. Volgende hiërarchische meerderen zijn bevoegd om feiten op de individuele fiche op te tekenen en om beoordelingsvoorstellen te doen :

- 1° de personeelsleden van ten minsten rang 13 voor de personeelsleden van niveau 1;
- 2° de personeelsleden van niveau 1 voor de personeelsleden van de niveaus 2 en 3.

Art. 9. De bevinding "ongunstig" wordt aan de personeelsleden van niveau 4 toegekend door het diensthoofd dat een graad van niveau 1 bekleedt.

Art. 10. Dit besluit is van kracht tijdens de periode van 1 december 1991 tot 30 november 1994.

Art. 11. De Minister van Huisvesting en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 1996 houdende het reglement van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) voor de periode van 1 december 1991 tot 30 november 1994

A. ADMINISTRATIEF PERSONEEL

Rang	Benaming van de graad	Graden die ertoe toegang geven bij				Bijzondere voorwaarden
		verandering van graad	verhoging in graad	overgang naar het hogere niveau	werving	
R.16	Directeur-generaal	-	-	-	-	Artikel 23 van de statuten van de S.R.W.L. (Ministerieel besluit van 14 augustus 1985)
16/1	Adjunct-directeur-generaal	-	-	-	-	Artikel 23 van de statuten van de S.R.W.L. (Ministerieel besluit van 14 augustus 1985)
15/1	Inspecteur-generaal	-	Graden van rang 14 en 13	-	-	Voor de eerste benoeming tot twee van deze betrekkingen: artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutie van 22 oktober 1992 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de S.R.W.L.
R.14	Informaticus-directeur	-	Informaticus-deskundige	-	-	
14/3	Eerste technisch adviseur	-	Hoofdingenieur-directeur Hoofdinspecteur-directeur	-	-	
14/1	Eerste adviseur	-	Directeur	-	-	
13/4	Hoofdingenieur-directeur	Directeur	e.a. ingenieur	-	-	Voor de verandering van graad houder zijn van het diploma van burgerlijk ingenieur.
13/3	Informaticus-deskundige	-	Informaticus	-	-	Te begeven overeenkomstig de beginselen van de vlakke loopbaan.
13/3	Hoofdinspecteur-directeur	Directeur	Graden van rang 12 en 11	-	-	
13/2	Directeur	-	Graden van rang 12 en 11	-	-	Voor de eerste benoeming tot een van deze betrekkingen: artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutie van 22 oktober 1992 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de S.R.W.L.
12/1	Technisch attaché-hoofd van dienst	-	e.a. technisch attaché e.a. technisch inspecteur	-	-	
12/1	adjunct-adviseur-hoofd van dienst	-	Adjunct-adviseur e.a. inspecteur	-	-	
12/1	Attaché-financier-hoofd van dienst	-	e.a. inspecteur-financier e.a. attaché-financier	-	-	
12/1	Informaticus	Graden van rang 12	Graden van rang 11 en 10	Ja	Ja	Voor de verandering van graad Sinds ten minste vijf jaar aangesteld zijn bij de directie informatica en intern beheer en voldoen aan een door het V.W.S. georganiseerde controle van de beroepsgeschiktheid. Voor de verhoging in graad Sinds ten minste vijf jaar aangesteld zijn bij de directie informatica en intern beheer en voor een examen van verhoging in graad geslaagd zijn. Voor de overgang naar het hogere niveau Overgangsexamen voorbehouden aan de personeelsleden van niveau 2, titularis van de graad van hoofdprogrammeur of programmeringsanalist.
11/6	e.a. ingenieur	-	Ingenieur	-	-	Te begeven overeenkomstig de beginselen van de vlakke loopbaan.

Rang	Benaming van de graad	Graden die ertoe toegang geven bij				Bijzondere voorwaarden
		verandering van graad	verhoging in graad	overgang naar het hogere niveau	werving	
11/3	e.a. technisch inspecteur	-	Technisch inspecteur	-	-	Te begeven overeenkomstig de beginselen van de vlakke loopbaan. <i>Bij wijze van overgangsmaatregel</i> : optie voor de vlakke loopbaan mogelijk tot het einde van de eerste reeks bevorderingen tot rang 11. <i>Indien gekozen wordt voor de vlakke loopbaan</i> : behoud van de graad met valorisatie van de bij de inspectie verrichtte diensten voor de vaststelling van de administratieve anciënniteit. <i>Indien gekozen wordt voor een loopbaan bij het central bestuur</i> : automatische verandering van graad in de graad van technisch attaché met valorisatie van de bij de inspectie verrichtte diensten voor de vaststelling van de administratieve anciënniteit.
11/3	Adjunct rechtskundig adviseur	-	Bestuurssecretaris-jurist	-	-	Te begeven overeenkomstig de beginselen van de vlakke loopbaan.
11/3	e.a. technisch attaché	-	Technisch attaché	-	-	
11/3	e.a. inspecteur	-	Inspecteur	-	-	Te begeven overeenkomstig de beginselen van de vlakke loopbaan. <i>Bij wijze van overgangsmaatregel</i> : optie voor de vlakke loopbaan mogelijk tot het einde van de eerste reeks bevorderingen tot rang 11. <i>Indien gekozen wordt voor de vlakke loopbaan</i> : behoud van de graad met valorisatie van de bij de inspectie verrichtte diensten voor de vaststelling van de administratieve anciënniteit. <i>Indien gekozen wordt voor een loopbaan bij het central bestuur</i> : automatische verandering van graad in de graad van bestuurssecretaris met valorisatie van de bij de inspectie verrichtte diensten voor de vaststelling van de administratieve anciënniteit.
11/3	e.a. inspecteur-financier	-	Inspecteur-financier	-	-	Te begeven overeenkomstig de beginselen van de vlakke loopbaan. <i>Bij wijze van overgangsmaatregel</i> : optie voor de vlakke loopbaan mogelijk tot het einde van de eerste reeks bevorderingen tot rang 11. <i>Indien gekozen wordt voor de vlakke loopbaan</i> : behoud van de graad met valorisatie van de bij de inspectie verrichtte diensten voor de vaststelling van de administratieve anciënniteit. <i>Indien gekozen wordt voor een loopbaan bij het central bestuur</i> : automatische verandering van graad in de graad van attaché-financier met valorisatie van de bij de inspectie verrichtte diensten voor de vaststelling van de administratieve anciënniteit.
11/3	Adjunct-adviseur	-	Bestuurssecretaris	-	-	
11/3	e.a. attaché-financier	-	Attaché-financier	-	-	
10/3	Ingenieur	Bestuurssecretaris	-	-	Ja	Houder zijn van het diploma van burgerlijke ingenieur.
10/1	Attaché-financier	Bestuurssecretaris	-	-	Ja	Houder zijn van een diploma van handelsingenieur of van licentiaat in de economische wetenschappen of in de handels- en financiële wetenschappen.
10/1	Technisch inspecteur	Technisch attaché	-	-	Ja	Houder zijn van het diploma van architect of van industrieel ingenieur. Voor de verandering van graad: controle van de beroepsgeschiktheid.
10/1	Technisch attaché	Bestuurssecretaris	-	-	Ja	Houder zijn van het diploma van architect of van industrieel ingenieur.
10/1	Inspecteur	Bestuurssecretaris	-	Graden van niveau 2	Ja	Voor de verandering van graad: controle van de beroepsgeschiktheid.

Rang	Benaming van de graad	Graden die ertoe toegang geven bij				Bijzondere voorwaarden
		verandering van graad	verhoging in graad	overgang naar het hogere niveau	werving	
10/1	Bestuurssecretaris-jurist	Bestuurssecretaris	-	Graden van niveau 2	Ja	Houder zijn van een diploma van doctor of licentiaat in de rechten.
10/1	Bestuurssecretaris	-	-	Graden van niveau 2	Ja	
10/1	Inspecteur-financier	Attaché-financier	-	-	Ja	Voor de verandering van graad, controle van de beroepsgeschiktheid. Voor de werving : houder zijn van een diploma van handelingenieur of van licentiaat in de economische wetenschappen of in de handels- en financiële wetenschappen.
R.25	Programmerings-analist	-	Hoofdprogrammeur	-	-	
25/3	Technisch adjunct 1ste klasse	-	Hoofdcontroleur van werken Hoofdtkenaar	-	-	
25/3	Secretariaatsadjunct	-	Bestuurschef Eerste bestuursassistent	-	-	
24/3	Hoofdtkenaar	-	e.a. tekenaar	-	-	
24/3	e.a. controleur van werken	-	Controleur van werken	-	-	
24/3	Hoofdprogrammeur	-	Programmeur	-	-	Te begeven volgens de beginselen van de vlakke loopbaan.
24/1	eerste bestuursassistent	Bestuurschef	e.a. directiesecretaris	-	-	Voor de verandering van graad : controle van de beroepsgeschiktheid.
24/1	Bestuurschef	-	Onderbureauchef Verificateur-boekhouding	-	-	
R.22	e.a. tekenaar	-	Tekenaar	-	-	Examen van verhoging in graad.
R.22	Controleur van werken	-	Adjunct-controleur van werken	-	-	Examen van verhoging in graad.
R.22	Programmeur	Graden van rang 22	Graden van rang 21 en 20	-	Ja	Voor de verandering van graad : Sinds ten minste vijf jaar aangesteld zijn bij de directie informatica en intern beheer en voldoen aan een door het V.W.S. georganiseerde controle van de beroepsgeschiktheid. Voor de verhoging in graad : Sinds ten minste vijf jaar aangesteld zijn bij de directie informatica en intern beheer en voor een examen van verhoging in graad geslaagd zijn. Voor de werving : Houder zijn van een diploma van het voltijds hoger economisch of technisch onderwijs van het korte type of van sociale promotie behaald in : - de afdeling informatica, - de afdeling boekhouding (afdeling informatica), - de afdeling programmatie, - de afdeling electronica.
R.22	Programmeur 1ste klasse	-	Programmeur 2de klasse	-	-	Toepassing van de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Rijksbesturen.
22/4	e.a. directiesecretaris	-	Directiesecretaris	-	-	Te begeven volgens de beginselen van de vlakke loopbaan aan de directiesecretarissen die voor een examen van verhoging in graad tot de graad van e.a. directiesecretaris geslaagd zijn (artikel 9 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen).

Rang	Benaming van de graad	Graden die ertoe toegang geven bij				Bijzondere voorwaarden
		verandering van graad	verhoging in graad	overgang naar het hogere niveau	werving	
22/4	Verificateur-boekhouding	Onderbureauchef	Graden van rang 21 en 20	-	-	Voor de bevordering bij verhoging in graad : Examen van verhoging in graad. Voor de verandering van graad : controle van de beroepsgeschiktheid.
22/4	Onderbureauchef	-	Graden van rang 21 en 20	-	-	Examen van verhoging in graad.
21/2	Directiesecretaris	-	-	Hoofdklerk-stenotypist, e.a. klerk-stenotypist, hoofdklerk-typist, e.a. klerk-typist	Ja	Voor de werving, houder zijn van het diploma voorzien in artikel 10, 1ste lid, van het reeds vermelde koninklijk besluit van 20 juli 1964. Voor de overgang naar het hogere niveau, ten minste drie jaar graadanciënniteit in niveau 3 tellen (artikel 10, 2de lid, van het reeds vermelde koninklijk besluit van 20 juli 1964).
R.20	Programmeur 2de klasse	-	-	-	-	Toepassing van de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Rijksbesturen.
20/2	Redacteur-boekhouder	Graden van rang 20	-	Graden van niveau 3	Ja	Voor de verandering van graad : controle van de beroepsgeschiktheid.
20/2	Adjunct-controleur van werken	-	-	Graden van niveau 3	Ja	
20/2	Tekenaar	Graden van rang 20	-	Graden van niveau 3	Ja	Voor de verandering van graad : controle van de beroepsgeschiktheid.
20/1	Opsteller	-	-	Graden van niveau 3	Ja	
35/2	Eerste technisch adjunct	-	Graden van rang 34	-	-	Een beroepservaring van 4 jaar bewijzen inzake beheer van de bezoldigingen met computer.
35/1	Eerste hoofdklerk	-	Graden van rang 34	-	-	
34/3	Eerste werkopzichter	-	Werkopzichter	-	-	Bij wijze van overgangsmaatregel.
34/2	Hoofdklerk-stenotypist	Hoofdklerk-typist	e.a. klerk-stenotypist	-	-	Voor de verandering van graad : controle van de beroepsgeschiktheid (artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen).
34/1	Hoofdklerk-typist	-	e.a. klerk-typist	-	-	
34/1	Hoofdklerk	-	e.a. klerk	-	-	
32/4	Werkopzichter	-	Adjunct-werkopzichter	-	-	Bij wijze van overgangsmaatregel.
32/2	e.a. klerk-stenotypist	-	Klerk-stenotypist	-	-	Te begeven volgens de beginselen van de vlakke loopbaan. (Artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen).
32/1	e.a. klerk-typist	-	Klerk-typist	-	-	Te begeven volgens de beginselen van de vlakke loopbaan. (Artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen).
32/1	e.a. klerk	-	Klerk	-	-	Te begeven volgens de beginselen van de vlakke loopbaan. (Artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de Rijksbesturen).

Rang	Benaming van de graad	Graden die ertoe toegang geven bij				Bijzondere voorwaarden
		verandering van graad	verhoging in graad	overgang naar het hogere niveau	werving	
R.30	Adjunct-werkopzichter	-	-	-	-	Bij wijze van overgangsmaatregel.
30/2	Klerk-stenotypist	Klerk-typist	-	Graden niveau 4 van	Ja	Voor de verandering van graad . controle van de beroepsgeschiktheid (artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen).
30/1	Klerk-typist	-	-	Graden niveau 4 van	Ja	
30/1	Klerk	-	-	Graden niveau 4 van	Ja	
44/1	Hoofdbeambte	-	e.a. beambte	-	-	
R.43	e.a. beambte	-	Telefonist-expéditeur	-	-	Te begeven volgens de beginselen van de vlakke loopbaan. (Artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de Rijksbesturen).
42/3	Telefonist-expéditeur	-	-	-	Ja	
41/2	Hoofdbodekamerbewaarder	-	Bodekamerbewaarder	-	-	Te begeven volgens de beginselen van de vlakke loopbaan. (Artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de Rijksbesturen).
40/2	Bodekamerbewaarder	-	-	-	Ja	

B. MEESTER-, VAK- EN DIENSTPERSONEEL

Rang	Benaming van de graad	Graden die ertoe toegang geven bij				Bijzondere voorwaarden
		verandering van graad	verhoging in graad	overgang naar het hogere niveau	werving	
44/3	Eerste vakman A	-	Eerste vakman	-	-	
43/5	Eerste vakman	-	Geschoold werkmán B	-	-	Te begeven volgens de beginselen van de vlakke loopbaan. (Artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de Rijksbesturen).
42/3	Geschoold werkmán B	-	-	-	Ja	Rijbewijs B vereist.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 1996 houdende het reglement van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) voor de periode van 1 december 1991 tot 30 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX